

Questions orales

En ce qui concerne les retombées de la construction, il n'y a aucune garantie que les entreprises québécoises auront leur part équitable.

Pour toutes ces raisons, je suis très surpris de voir qu'aucun député du Québec, qu'il soit bleu, rouge ou jaune, se lève pour discuter ouvertement de ce projet ambigu.

Monsieur le Président, je tenais à mettre en garde les Québécois, car dans ce projet, il est clair qu'ils sont les dindons de la farce.

QUESTIONS ORALES

[Traduction]

LE SÉNAT

L'hon. Herb Gray (chef de l'opposition): Monsieur le Président, ma question s'adresse au vice-premier ministre en l'absence du premier ministre. Les Canadiens ont vu hier ce dernier tomber à un niveau encore plus bas, et je ne parle pas seulement du sondage d'opinion Gallup, quand il a «paqueté» le Sénat en utilisant pour la première fois de notre histoire une disposition de la Constitution qui permet de nommer huit sénateurs supplémentaires dans un effort désespéré et obstiné pour imposer la taxe sur les produits et services que les Canadiens refusent.

Pourquoi le premier ministre continue-t-il à essayer d'imposer la taxe sur les produits et services alors que les Canadiens savent et les économistes conviennent en général que c'est une mauvaise taxe adoptée au mauvais moment et qu'elle va nuire gravement à une économie qui connaît déjà de graves difficultés à cause des programmes du gouvernement?

L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre, président du Conseil privé et ministre de l'Agriculture): Monsieur le Président, je pense que nous serions tous intéressés à constater la condamnation presque unanime des efforts déployés par le parti libéral au Sénat pour contrecarrer la volonté et les droits de la Chambre des communes du Canada.

L'hon. Herb Gray (chef de l'opposition): Monsieur le Président, le gouvernement n'a tenu aucun compte de la condamnation unanime, et non presque unanime, des Canadiens en général en ce qui concerne la décision mal avisée du gouvernement d'imposer la taxe sur les produits et services.

Le vice-premier ministre a fait semblant de ne pas comprendre le sujet de ma question, je la répéterai donc. Pourquoi feint-il d'ignorer les effets qu'aura la taxe sur les produits et services sur une économie qui court vers la récession, s'il elle n'y est pas déjà, alors que les prix du pétrole montent en flèche? Le pétrole atteint des prix record. Plus précisément, pourquoi le vice-premier ministre et son gouvernement veulent-ils faire augmenter de 7 p. 100 les factures de chauffage de chaque Canadien à compter de janvier prochain?

L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre, président du Conseil privé et ministre de l'Agriculture): Monsieur le Président, si quelque chose nuit à l'économie canadienne, ce sont bien les agissements du Parti libéral et, plus particulièrement ceux des sénateurs libéraux.

Voici quelques exemples à l'appui de ce que je dis, car il ne s'agit pas seulement de l'opinion que nous en avons de ce côté-ci de la Chambre, mais également de l'opinion bien informée des gens de tout le pays. Ici même, le journal *The Ottawa Citizen* publie, dans son éditorial d'aujourd'hui:

Crise au Sénat: Il faut blâmer la clique libérale

Cette lutte n'a rien à voir avec la question de savoir si la TPS est bonne ou mauvaise [. . .] Elle a plutôt pour but de discréditer les conservateurs;

L'opportunisme flagrant des néo-démocrates, qui demandent au Sénat de torpiller la TPS, est également méprisable.

On peut lire dans la *Gazette* de Montréal: »Une autre crise parlementaire«, et dans le *Calgary Herald*—

M. Allmand: Personne n'en croit rien.

M. Keyes: Pas d'après 85 p. 100 de la population.

Mme Copps: Émettez un bref d'élection.

M. Mazankowski: Monsieur le Président, lorsque je réponds à leurs questions et que la réponse ne fait pas leur affaire, ils se mettent à chahuter. Ils n'acceptent pas la vérité.

Selon le *Calgary Herald*, «Le premier ministre Mulroney ne pouvait qu'invoquer l'article 26 de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique [. . .]. Certains diront même qu'il était de son devoir de le faire.»

La question est donc de savoir si M. MacEachen, au Sénat, a le droit de trier les mesures législatives et de choisir celles qui, à son avis, sont bonnes pour le peuple canadien, ou si ces décisions doivent être prises ici, à la Chambre des communes.

Des voix: Bravo!